

L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 301

Samedi 5 juillet 1975

100 000 grévistes

100 000 travailleurs sont aujourd'hui en grève à travers la France. Bon nombre d'entre eux occupent leurs entreprises et bon nombre aussi ont dû affronter la police ou les milices patronales. Partout en France l'esprit de lutte grandit et se renforce dans le combat de classe contre la bourgeoisie.

La crise économique inéluctable et de plus en plus profonde du système capitaliste conduit la bourgeoisie à multiplier ses attaques contre les masses travailleuses et notamment contre la classe ouvrière : les licenciements, la répression patronale et policière, tout cela découle de la logique de classe de toutes les classes exploiteuses et il est impossible de modifier cette logique. Jamais dans l'histoire on n'a vu une classe privilégiée renoncer de bon gré à ses privilèges. Au contraire plus ceux-ci sont menacés, plus elle les défend avec acharnement et ne recule devant aucune ignominie.

Ainsi c'est la bourgeoisie qui creuse sa propre tombe en faisant comprendre à des milliers et des milliers de travailleurs conscients de se battre pour de justes droits que leurs revendications jamais ils ne les obtiendront sans balayer le pouvoir des exploités : le droit au travail, à la liberté de manifestation, le droit de grève, le droit de vivre décemment sans angoisse des fins de mois, la lutte pour ces droits est juste et apparaît comme telle à la grande masse du peuple tandis que la répression de ces luttes, est injuste et suscite la colère et l'indignation des masses travailleuses.

Voilà pourquoi la bourgeoisie est faible, et la classe ouvrière forte. La bourgeoisie est forte en apparence, elle dispose de la police, de la justice, de l'armée, mais elle défend une cause injuste celle de l'exploitation et de l'oppression et par conséquent elle bénéficie de moins en moins d'appuis dans les masses populaires. Même le pilier principal de la bourgeoisie dans les masses travailleuses est de plus en plus miné : le révisionnisme moderne propagé par la clique dirigeante du P.C.F pour sauver le capitalisme sous le voile soi-disant « démocratique » du « Programme commun », rencontre de plus en plus de difficultés. Dans les luttes la classe ouvrière apprend chaque jour que les révisionnistes bradent les luttes, et veulent déformer leurs revendications. Tandis que les travailleurs luttent pour riposter aux attaques bourgeoisie et imposent leurs revendications, les révisionnistes parlent, eux, d'ouverture des négociations sans permettre aux travailleurs d'être en position



de force : regardez ce qui s'est passé à Chausson. En empêchant les ouvriers de bloquer par tous les moyens la sortie du matériel ils ont mis la direction en position de force et affaibli les travailleurs. Et au Parisien Libéré ! Au lieu de répondre à la volonté des travailleurs de la presse qui veulent se mettre en grève illimitée pour soutenir leurs camarades du Parisien, et combattre massivement et unis les licenciements ils préparent d'ores et déjà un complot pour négocier les licenciements. Après quoi ils expliqueront que 200 licen-

ciements valent mieux que 233 et pourquoi pas, demain, que 800 000 chômeurs valent mieux qu'un million.

Tout cela suscite l'opposition croissante des masses travailleuses et même la désapprobation ou le désarroi dans les rangs révisionnistes, et crée d'excellentes conditions pour le renforcement des rangs marxistes-léninistes, d'excellentes conditions pour le renforcement de leurs indispensables liens avec la classe ouvrière et les masses populaires.

Henri JOUR

conférence mondiale de la femme

LA VOIX DU TIERS MONDE

Mme Giroud n'est pas satisfaite des travaux de la conférence internationale de la femme qui s'est tenue à Mexico. Ce fut selon elle « grotesque, criard et assez pénible ». Sans doute est-ce d'avoir entendu la voix des femmes du tiers monde s'élever avec force que Mme Giroud a trouvé « assez pénible ». Les femmes du tiers monde ont mis en échec les prétentions des deux super-puissances cherchant à les écarter de la lutte et ont affirmé que la libération des femmes était indissociable de leur participation à la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme

et l'hégémonie. C'est là ce que Mme Giroud qualifie de « véritable champ clos de batailles idéologiques ».

Dans la résolution finale, les femmes du tiers monde ont en particulier condamné le sionisme. Mme Giroud cache mal son dépit en qualifiant cette résolution de « dérisoire » ; il est vrai qu'elle-même et son collègue Servan-Schreiber sont des défenseurs du sionisme.

Qui donc est grotesque, criard et assez pénible, si ce n'est Mme Giroud elle-même ?

nouvelles mesures soviétiques pour le pillage de la Mongolie

Pékin, 29 juin 1975 (Chine nouvelle) — Les révisionnistes soviétiques sont en train de préparer activement l'établissement d'une soi-disant équipe de prospection géologique internationale avec la participation des membres du «Comecon», équipe qui aura pour mission de travailler en Mongolie. C'est là une nouvelle mesure prise par les révisionnistes soviétiques pour mieux contrôler et piller les ressources minières mongoles.

Ici, les révisionnistes soviétiques ont eu recours encore une fois à leur pratique habituelle : s'assurer la part du lion des profits en faisant supporter aux autres pays, «à part égale», le fonds, l'équipement et la main d'œuvre des projets au nom de l'«exploitation conjointe». Depuis la participation de la Mongolie au «Comecon» en 1962, les révisionnistes soviétiques ont demandé aux autres membres du «Comecon» de prendre part à la prospection géologique en Mongolie. Ils ont d'ailleurs choisi Oulan-Bator comme siège de la commission

géologique permanente du «Comecon». Un important gisement une fois découvert, les révisionnistes soviétiques, rapaces, écartent sans tarder les autres pour monopoliser son exploitation. Par exemple, les gisements de cuivre-molybdène de Erdenebin-Obo, province de Bulgan, et les gisements d'or de Tolgoit, province de Selenge, qui ont été découverts dans les années 60 respectivement par les géologues de la Tchécoslovaquie et de la République démocratique allemande, sont maintenant monopolisés par les révisionnistes soviétiques. Dès le premier jour de sa mise en opération, la mine de cuivre-molybdène de Erdenebin-Obo a été inscrite dans la liste des entreprises de «gestion mixte» soviéto-mongole, le directeur de l'administration de cette mine a été envoyé de Moscou. Quant à la mine d'or de Tolgoit, bien qu'elle soit encore en construction, elle a déjà été mise sous l'administration de la «Société métallurgique non-ferreuse mongolo-soviétique», ayant un sovié-

tique comme directeur. Donc, la prétendue «exploitation conjointe» n'est qu'un écran de fumée, et ces entreprises sont, en fait, entièrement dans les mains des révisionnistes soviétiques.

Ce qui mérite une attention particulière, c'est que, pour répondre à leurs propres besoins, les révisionnistes soviétiques ont évidemment augmenté leurs investissements et crédits dans l'industrie minière mongole en vue de piller encore davantage des produits minéraux.

Tout en cherchant à amener des «frères» à faire l'«exploitation conjointe», les révisionnistes soviétiques pillent une grande quantité de ressources minières des «pays frères» ou des «exploitations» sont mises en œuvre. C'est une véritable ironie pour ce qu'ils appellent «exemple de l'égalité et de l'assistance mutuelle» dans leurs relations économiques avec d'autres pays membres du «Comecon».

ZIMBABWE (Afrique du Sud) UNE MASCARADE DE IAN SMITH

Depuis plusieurs mois, le régime raciste de Ian Smith monte de toutes pièces une mascarade de «négociations pacifiques». Il espère s'en servir comme d'un rideau de fumée pour camoufler ses crimes et la répression qu'il organise contre le mouvement de libération du peuple zimbabwien qui lutte pour son indépendance nationale.

Déjà, en décembre dernier il concluait un soi-disant accord sur les négociations de paix avec les organisations de libération... c'était pour mettre en branle, immédiatement après la signature du dit-accord, une grande campagne de perquisitions et d'arrestations des prétendus terroristes. De nombreux Africains innocents étaient jetés en prison ou assassinés sur simple suspicion ou pour avoir été accusés arbitrairement d'être des «infiltrateurs terroristes».

Depuis lors la répression n'a cessé de se faire plus féroce. Ainsi le 1er juin la police a ouvert le feu sur des travailleurs participant à un rassemblement à Salisbury. Treize personnes au moins ont été tués, 28 blessés et 37 arrêtés.

Et le régime raciste de Ian Smith est bien décidé à continuer sur sa lancée. Le 10 juin dernier, William Irvine, ministre du gouvernement Ian Smith et ministre du Logement, a déclaré que le régime avait décidé de «faire peser toute la force de notre pouvoir militaire et civil sur les guérilleros et en même temps sur ceux des membres du Conseil national africain qui préfèrent la violence». Le 25 juin, le «parlement rhodésien» a décidé de prolonger d'un an l'état d'urgence qui est déjà en vigueur depuis 10 années. Le 28 juin, les autorités militaires rhodésiennes ont annoncé que la solde des troupes sur le front augmenterait de 40 % et que les femmes seraient recrutées dans l'armée pour intensifier la répression des guérillas.

Nombre de patriotes détenus ont été exécutés secrètement. Edson

Sithole, secrétaire à la propagande du Conseil national africain a déclaré le 9 juin dernier que les peuples du monde «devaient frissonner devant leur exécution extrêmement cruelle à la prison de Salisbury».

Cependant cette violence ultra-réactionnaire de Ian Smith ne fait que montrer sa faiblesse. Car en effet c'est en vain qu'il essaie d'éteindre les flammes de la lutte armée au Zimbabwe. Ces agissements d'une sauvagerie sans nom ne font que déterminer davantage le peuple zimbabwien qui combat avec acharnement

ment faisant preuve d'un courage exemplaire.

Récemment, Ndabaningi Sithole, responsable du mouvement de libération, a déclaré que rien ne pourrait étouffer la lutte de son peuple qui sait que la liberté et l'indépendance ne peuvent pas naître dans les urnes, mais sur le champ de batailles et que «la lutte armée est la seule issue pour le Zimbabwe». Défiant la répression, le peuple zimbabwien porte des coups de plus en plus durs au régime de Ian Smith. Assurément c'est à lui qu'appartient l'avenir. Assurément il vaincra.

en Zambie : des réformes pour accéder à l'indépendance économique

Le 30 juin, lors d'une réunion du Parti uni de l'indépendance nationale, le président zambien, Kenneth Davis Kaunda, a rendu publiques un certain nombre de réformes décidées par le gouvernement. Il a notamment déclaré :

«Pour économiser les devises étrangères, toutes les marchandises qui ne sont pas de première nécessité doivent être supprimées sur la liste des importations et cette suppression doit être la plus grande possible ; la priorité doit être accordée aux matériels dont les industries locales ont besoin.»

D'autre part, sur le problème de la terre, il a indiqué : «A partir du 1er juillet 1975, toute la propriété héréditaire sur la terre doit être abolie (...) La politique du parti est que toutes les terres doivent être labourées pleinement et efficacement ; à cet effet toutes les terres

incultes seront placées immédiatement sous le contrôle de l'Etat. Nous ne pouvons pas laisser de côté de vastes étendues de terre.»

Kenneth David Kaunda a poursuivi : «La véritable solution du contrôle des prix et de la réduction du coût de la vie, c'est la confiance en soi. Il nous faut absolument consommer des céréales produites à l'intérieur du pays, confectionner des vêtements que nous portons et fabriquer beaucoup d'articles dont nous nous servons. A cet effet, j'ai décidé d'affecter les économies de subventions au développement des ressources hydrauliques dans les régions rurales, à la conservation des eaux pour l'irrigation, à la production d'équipement d'irrigation, à la culture de nouvelles céréales comme le blé et le riz et à la production d'autres marchandises actuellement sur la liste des importations.»

INDE :

Les ouvriers et étudiants protestent contre la suppression des droits de base du peuple

Après que le gouvernement d'Indira Gandhi ait décrété l'état d'urgence dans tout le pays et arrêté massivement les opposants, le peuple indien a manifesté son opposition à ces mesures. C'est ainsi que dès le 26 juin, jour du coup de force d'Indira Gandhi, les magasins et des organismes gouvernementaux dans l'Etat de Haryana ont dû fermer leurs portes du fait des grèves. Des grèves ont également eu lieu à Bombay, et à Poona au nord de Bombay où 1 000 grévistes ont organisé une manifestation. Dans de nombreuses autres villes et bourgs des manifestations ont également eu lieu et à New Delhi 500 manifestants ont forcé l'entrée de l'Hôtel de Ville et ont subi la répression policière.

Pour appuyer encore le caractère soi-disant «démocratique» du régime d'Indira Gandhi le président indien aurait signé un ordre suspendant temporairement l'application des articles constitutionnels sur la «protection de la vie et de la liberté personnelle».

Fourniture d'armes françaises et britanniques pour l'Egypte

Pour réduire sa dépendance économique et militaire vis-à-vis de l'URSS l'Egypte cherche actuellement à renforcer sa coopération avec des pays d'Europe occidentale.

C'est ainsi qu'en janvier dernier la France a accepté de fournir certains matériels militaires en vue de compenser une partie des pertes subies par l'Egypte. C'est maintenant la Grande-Bretagne qui vient d'accepter le principe de fournitures d'armes à l'Egypte rompant ainsi avec la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient.

Ces fournitures d'armes portent un coup sérieux au social-impérialisme révisionniste soviétique qui voit ses moyens de pression et de chantage diminuer.

ALGERIE :

Premiers jeux nationaux scolaires

Les premiers jeux nationaux scolaires algériens viennent de se tenir du 25 au 30 juin à Alger. Plus d'un millier d'athlètes garçons et filles venant des quatre coins du pays ont participé à ces jeux. On rapporte que le plus jeune d'entre eux avait dix ans.

Ces premiers jeux témoignent de l'essor du sport scolaire en Algérie qui est un aspect essentiel de la lutte pour la santé du peuple.

SOUSCRIVEZ
A
l'Humanité
rouge

GREVES DES LOYERS DANS LES CITES H.L.M.

Il y a peu de temps la bourgeoisie prenait la décision de ne plus fixer de limite aux augmentations des loyers des HLM. Aussi se rend-on bien compte que les récentes incitations de l'Union des HLM aux organismes qui la composent de respecter la « recommandation » du gouvernement de limiter à 7,5 % la hausse des loyers au 1er juillet ne sont que des paroles creuses.

D'ores et déjà un sondage fait sur une centaine de ces organismes a révélé que 38 % d'entre eux souhaitent augmenter les loyers de plus de 7,5 %.

Face à cette situation intolérable, alors que le chômage total ou partiel s'étend, alors que les prix montent, de nombreux locataires d'appartements dits « à loyers modérés » refusent ces augmentations, engagent la lutte, s'organisent pour ne plus payer leurs loyers jusqu'à satisfaction.

Voici deux exemples à Grenoble et à Lille où la lutte est engagée depuis de nombreux mois maintenant.

Grenoble

A Grenoble il y a quatre grandes cités HLM totalisant 4 000 logements, gérés par l'Office public des habitations à loyers modérés (OPHLM) de la municipalité (PS). Depuis un an, les hausses se succèdent : 7 % en juillet 74, 10 % en janvier 75, soit 17 % en un an, ce qui est le maximum autorisé par le gouvernement. Dans la cité de l'Arlequin, avant les dernières hausses, les loyers étaient déjà à la limite du supportable (même la municipalité le disait).

C'est pourquoi la hausse de janvier a provoqué la juste colère des locataires. Un certain nombre d'entre eux se sont rencontrés et ont organisé la première assemblée générale le 24 janvier. La grève totale des loyers et charges a été décidée à l'unanimité, avec pour objectif clair et unique la suppression de l'augmentation de janvier. Le montant des loyers et charges sans l'augmentation est versé sur un compte bloqué ouvert par l'intermédiaire d'un avocat, compte qui ne sera débloqué que sur décision de l'assemblée générale. Cette première assemblée générale a également mis en place un comité de grève auquel tous les habitants volontaires participent et qui assure deux permanences par semaine, assure la comptabilité et organise l'action. Le comité a mené au début de la grève une campagne de porte à porte pour expliquer la grève et mobiliser les locataires.

Actuellement sur 600 logements nous sommes 130 en grève effective avec paiement des loyers sur le compte, sans compter ceux qui ne peuvent pas payer mais qui sont avec nous. Les assemblées générales se tiennent régulièrement, le comité de grève et l'ensemble des grévistes sont résolus à aller jusqu'au bout malgré les multiples pressions des réformistes entre autres.

Dès le début de la grève, les dirigeants du Parti socialiste ont tenté de s'y opposer et d'entraîner les habitants dans des actions démobilisatrices uniquement dirigées contre le gouvernement (pétition, tracts, soutien aux « élus de la gauche », etc.). Rien d'étonnant à cela puisque ce sont eux-mêmes qui ont décidé les hausses ! Au cours d'une assemblée générale, on a même vu un membre du PS et du Conseil d'administration de l'OPHLM essayer de démobiliser les grévistes, sans aucun succès d'ailleurs.

Quant aux révisionnistes de l'Arlequin, dont la « cellule » n'est pourtant pas avare de tracts, ils ont brillé par leur absence totale, ces messieurs avaient, paraît-il, d'autres luttes plus importantes à mener sur le quartier ! On peut d'ailleurs s'étonner qu'ils n'aient pas essayé, comme dans d'autres cités HLM en lutte, de saboter la grève avec une antenne de leur CNL (Confédération nationale des locataires). Sans doute ont-ils compris que la détermination et la ligne suivie par les grévistes leur rend impossible

toute tentative de récupération. Ils ont ainsi démontré aux grévistes qui en doutaient encore l'hypocrisie de ce parti qui prétend défendre les travailleurs. Cela ne les a pas empêchés d'inonder le quartier d'affiches proclamant sans honte « le PCF soutient vos luttes ».

Jun : la grève s'étend aux autres quartiers

Début juin, l'assemblée générale des habitants de Mistral décide de commencer la grève totale des loyers et des charges. L'assemblée générale de Teyssière décide de passer de la simple grève des charges à la grève des loyers et des charges. Les trois assemblées générales (Mistral, Teyssière et Arlequin) adoptent la même plate-forme de lutte en trois points : suppression de la hausse de janvier ; baisse de 35 % du chauffage ; blocage des loyers et des charges durant deux ans au moins.

Ainsi ce n'est plus une seule cité mais trois qui sont en grève totale des loyers et des charges sur une plate-forme unique. On verra si l'OPHLM et la mairie pourront continuer longtemps leur refus « catégorique ». Inutile de préciser que les révisionnistes qui viennent de créer, dans deux des cités, une antenne de leur CNL pour s'opposer aux associations d'habitants, ont subi une lourde défaite devant cette coordination et cette extension des luttes de locataires.

Lors du Congrès national des HLM qui s'est justement tenu à Grenoble les 7 et 8 juin (voir HR No 290) alors que la CNL envoyait des « délégations », les locataires des quartiers en lutte et d'autres quartiers ont pénétré dans l'enceinte du congrès et ont manifesté pendant une heure leur détermination et leur colère devant la force du logement social et des habitations à loyers soi-disant modérés.

Lille

Depuis six mois, les 200 locataires de la cité HLM « Le triolo » à Villeneuve près de Lille, font la grève des loyers. Ils sont décidés à se battre contre l'augmentation des loyers et des charges et exigent le blocage des loyers 75 au taux de décembre 1974. Par ailleurs, ils demandent l'aménagement de la cité.

Ils ont dernièrement occupé l'office HLM, alors que se tenait une réunion du Conseil d'administration.

Pour le moment l'office refuse en bloc toutes les revendications.

Les grévistes payent aujourd'hui leur loyer au taux de décembre 1974 et refusent dans les faits l'augmentation.

CPIO-NANTES-CARQUEFOU : face aux bonzes révisionnistes, continuer la lutte et rester vigilant

La CPIO est une filiale de Renault produisant des pièces en caoutchouc matière plastique, employant 1 700 personnes environ dont 1 200 OS.

L'horaire de travail est actuellement de 43 heures, le système des primes est tel qu'il y a un abattement pour toute absence (y compris arrêt pour maladie, accident du travail) !

Depuis des années les travailleurs se battent pour les revendications suivantes : augmentation du pouvoir d'achat en uniforme : 130 F, retour aux 40 heures, garantie des primes pour toute absence.

Avec l'aggravation des conditions de travail et après avoir connu le chômage technique au cours de l'année, le mécontentement a augmenté et les travailleurs ont décidé qu'il était grand temps que ces revendications soient satisfaites : la seule réponse de la direction a été une augmentation de 2 % avec minimum de 45 F (alors

que les travailleurs demandent 130 F), et un refus de discuter sur les primes et la réduction d'horaire.

Depuis ce jour, les travailleurs ont répondu avec fermeté à chaque nouvelle attaque de la direction et l'intransigence de celle-ci n'a fait que renforcer leur détermination de combattre et de se donner les moyens de vaincre.

Au refus de négocier pour les horaires et les primes et à l'augmentation insuffisante, la réponse a été : la grève. D'abord partielle le 25 juin, elle s'est étendue dès le soir même à tous les ateliers. Des piquets de grève ont bloqué les portes ; tout mouvement de camion était ainsi empêché, cependant les cadres et bureaux du personnel pouvaient encore entrer.

La direction a exigé que les portes soient ouvertes pour ensuite négocier. Les militants syndicaux CGT ont proposé à l'assemblée générale l'occupation de l'usine. Le personnel a décidé de rester à l'extérieur de l'usine avec piquets de grève et portes fermées. La direction a fait appel à un huissier pour faire constater que les portes étaient fermées et qu'un camion était empêché d'entrer.

La direction a mis en référé quatre délégués syndicaux CGT combattifs pour « entrave à la liberté du travail ». La réponse des travailleurs a été : blocage total des portes, si bien que lundi 30 juin les cadres n'ont pu rentrer.

Devant l'escalade de la direction et la détermination des ouvriers, la CFDT fort hésitante au début de la grève, s'est ralliée totalement à celle-ci. Cela est dû à la combativité des

travailleurs ainsi qu'au rôle positif de certains délégués CGT en pointe dans le mouvement et aussi certainement à la pression des adhérents de base de la CFDT.

L'ampleur de cette grève est due aussi à l'unité qui existe entre les travailleurs français et les immigrés, nombreux surtout dans l'équipe de nuit. On peut souligner aussi la solidarité qui unit les hommes et les femmes de cette usine.

La combativité a beaucoup progressé par rapport à l'année dernière : en 1974 la grève avait été plus courte, beaucoup moins suivie. Des piquets n'avaient pas été mis en place immédiatement.

Les marxistes-léninistes sont intervenus dès le début de la grève pour soutenir cette juste lutte classe contre classe par un tract bien accueilli par les ouvriers. Leur présence se manifeste aussi dans les piquets de grève par des discussions avec les travailleurs, ces discussions ont rencontré dans bien des cas de l'intérêt et de la sympathie.

Pour l'instant l'union locale CGT se montre peu, elle ne peut se démasquer ouvertement, cependant les travailleurs restent vigilants. Rappelons-nous le rôle de l'UL CGT et des responsables révisionnistes du P.C.F. en juin 74 qui ont exclu du syndicat Jeannette Pelletier, ouvrière marxiste-léniniste chez Guillovard, parce qu'elle s'opposait au Programme commun.

En apparence, ces gens-là sont des amis des travailleurs, en réalité ce sont leur pires ennemis.

Correspondant H.R.

PROLETARIAT

N. 10 EST PARU

Revue politique et théorique des communistes marxistes-léninistes de France

Au sommaire :

- Remarques pour étudier le PROGRAMME DU P.C.M.L.F.
- Bilan de la lutte à KODAK
- Entreprise Guillovard (Nantes)
- Conférence de l'ONU, une victoire du Tiers-Monde
- Les responsables de « la crise »
- Ernst Aust président du KPD(M-L) : Discours de Kiel et ses articles

PASSEZ SANS TARDER VOS COMMANDES !
à E-100 79, rue de Belleville PARIS 75020

Nouvelle tentative de fermeture du foyer Daviel

Depuis plus de deux mois les jeunes travailleurs résidant au Foyer du 31 de la rue Daviel à Paris font la grève des «yers pour refuser les augmentations (12 % depuis septembre 1974), pour la suppression du forfait loyers-repas (les repas non pris sont perdus), pour la réouverture du self le midi et pour l'entretien du foyer.

Ils n'ont toujours pas obtenu satisfaction. Et à ce jour la seule réponse de l'association qui gère le foyer (AFJ) a été le 1er juin de vouloir couper l'eau, le gaz et l'électricité.

La riposte des résidents et des habitants du quartier (organisation d'un piquet de grève devant les compteurs, pétition qui a recueilli 2 000 signatures, une manifestation et un meeting-gala de soutien) a permis de faire reculer une première fois l'AFJ.

Le 2 juillet G. Guibert, directeur général de l'AFJ, a envoyé une lettre aux résidents du foyer les

prévenant que le foyer serait fermé à partir du 3 et qu'en conséquence tous les jeunes devraient quitter les lieux et emporter la totalité de leurs affaires ! L'AFJ dit n'avoir «reçu aucune proposition des pouvoirs publics» et c'est ce qui «justifie» à ses yeux la décision brutale de fermeture ! Mais cela, ce n'est pas l'affaire des résidents. Eux, comme tous les travailleurs, ont droit à un logement décent à un prix abordable. Ce droit ils l'exigent, peu leur importe qui de la bourgeoisie le satisfera.

La décision du 2 juillet a été suivie d'effets. Mais les résidents luttent plus fermement que jamais, ils sont déterminés à vaincre. Aussi lorsque l'Électricité et le Gaz de France sont venus le 3 juillet pour couper le courant, le gaz et l'eau, ils en ont été empêchés par l'ensemble des jeunes travailleurs.

Dans un tract diffusé jeudi, les résidents appellent à renforcer le soutien à leur juste lutte.

UNE LETTRE DE PERSPECTIVE TUNISIENNE (M.L.) SECTION MARSEILLE, A PROPOS DE L'AGRESSION DES SOCIAUX-FASCISTES ET DES C.R.S. CONTRE NOS CAMARADES DE MARSEILLE

Camarades, lors de la manifestation du samedi 21 juin 75 à l'occasion de la fête de la «Marseillaise» des camarades de «L'Humanité-Rouge» ont été agressés par les révisionnistes de Marchais et Leroy. Plusieurs camarades ont été blessés.

Ce n'est pas la première fois qu'à Marseille et partout en France une pareille opération a lieu, mais cette fois-ci les révisionnistes, agents du social-impérialisme russe, ont fait un pas en avant vers le social-fascisme pratiqué contre l'Avant-garde prolétarienne en France et tous les patriotes sincères qui luttent contre les deux superpuissances et en particulier le social-impérialisme danger principal en Europe.

Alors que le P.C.F lance une grande campagne pour la défense des «libertés», voici que ses membres

utilisent les méthodes fascistes les plus directes et se font aider dans cette basse besogne par les CRS.

Nous, Perspective Tunisienne M.L., section de Marseille, au nom de l'internationalisme prolétarien basé sur les principes marxistes-léninistes nous soutenons résolument la lutte des communistes marxistes-léninistes de France regroupés autour du journal «L'Humanité rouge» dans la lutte contre le révisionnisme moderne, pilier principal du social-impérialisme.

Face aux mystifications et aux ruses pratiquées par tous les partis révisionnistes en Europe, en Asie, en Amérique latine et en Afrique, particulièrement dans le monde arabe, notre unité et notre lutte sont une arme contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme danger principal en Europe.

Marseille, le 25 juin 1975

CONTRE LES NUISANCES NUCLEAIRES

Le programme nucléaire de l'Électricité de France et sa mise en œuvre continuent de susciter à travers le pays de nombreuses réactions.

En Alsace, les conseils municipaux de Sundhouse et de Mothern, où l'installation de centrales nucléaires est à l'étude, ont décidé de s'opposer «par tous les moyens» à ces projets.

À La Hague (Manche), le Centre d'information de l'usine de retraitement des combustibles irradiés a été occupé, le 25 juin, pendant cinq heures par une cinquantaine de manifestants. Ils voulaient à la fois dénoncer l'information «mensongère» faite à cet endroit par le Commissariat à l'énergie atomique et protester contre le stockage de déchets radioactifs français et européens dans cette région du Cotentin.

Dans le même département, une centaine de paysans ont manifesté le 30 juin devant le siège de l'EDF, à Briquerey, pour protester contre la construction de la centrale de Flamanville et contre la mise en place des lignes haute tension larges de 200 mètres qui vont en sortir. La semaine précédente, les bornes placées sur le terrain par les techniciens de l'EDF avaient été détruites à l'explosif.

À Courceroy (Aube), les agriculteurs ont levé les barrages qu'ils avaient établis depuis 15 jours sur les routes menant au site de la centrale projetée chez eux, l'EDF ayant provisoirement renoncé à effectuer les travaux.

Face à ces nombreuses luttes, la bourgeoisie ne trouve qu'une réponse : la répression. C'est ainsi qu'à Braud-et-Saint-Louis (Gironde) des paysans qui barraient les routes menant au chantier ont été dispersés à deux reprises, le 26 et le 27 juin, par la police qui a en outre procédé à une trentaine d'interpellations. Douze personnes ont par ailleurs été inculpées au titre de la loi «anticasseurs» pour avoir, le 10 avril dernier, arrêté les premiers travaux de l'EDF sur le site !

Nous protestons contre ces mesures de violence et notamment contre l'application de la loi scélérate. Nous estimons que les mouvements de protestation des travailleurs, et en l'occurrence des paysans, ont leur raison d'être. Les nuisances qui accompa-

gnent l'installation de centrales nucléaires, et encore plus celles qui accompagneront leur mise en route, sont réelles, sans parler des risques que fait courir le stockage de grandes quantités de déchets radioactifs. Ils pourraient être évités, mais la bourgeoisie, dont le seul souci est de faire le maximum de profits, ne s'occupe pas sérieusement des mesures de sécurité à prendre.

Nous soutenons donc les paysans quand ils exigent que le nécessaire soit fait pour limiter au maximum ces dangers et nuisances. Mais nous les mettons aussi en garde contre l'utilisation qui peut être faite de leur mouvement par ces autres bourgeois qui sont les chefs révisionnistes, qui utilisent déjà ledit mouvement. Ceux-ci ont l'air de soutenir inconditionnellement le mouvement de protestation, en fait ils font tout pour lui donner un contenu différent. Ils essaient de faire revendiquer aux paysans l'abandon pur et simple des centrales nucléaires. C'est que ce qui intéresse les dirigeants révisionnistes du P.C.F., ce n'est pas la suppression des risques que fait courir une mauvaise utilisation du nucléaire mais bel et bien l'abandon des projets de centrales. La poignée d'agents du social-impérialisme russe, qui dirige le parti révisionniste français, œuvre à la soumission de la France aux nouveaux tsars de Moscou. Dans le domaine du nucléaire son objectif c'est d'empêcher la France d'assurer son indépendance énergétique par rapport au social-impérialisme, et pour ce faire de l'empêcher de mener à bien ses projets de centrales nucléaires.

Ce sont là des objectifs tout à fait différents de ceux que suivent les paysans et tous ceux qui luttent contre les nuisances des centrales nucléaires. Les objectifs révisionnistes sont aux antipodes des intérêts de notre peuple. C'est la raison pour laquelle ceux qui luttent contre l'utilisation de l'énergie nucléaire sans mesures de protection suffisantes, doivent formuler clairement leurs revendications, en particulier cesser de qualifier leur lutte de «mouvement antinucléaire», et doivent être vigilants face aux tentatives de contrôle et de récupération des révisionnistes.

CHAUSSON

FRANCAIS ET IMMIGRÉS COMME LES CINQ DOIGTS DE LA MAIN

Aux usines Chausson, un grand nombre de travailleurs sont des immigrés, ils représentent la moitié des effectifs de l'usine de Gennevilliers. Parmi eux, beaucoup de Marocains, ils sont 1 700 rien que dans les deux usines d'Asnières et de Gennevilliers.

Aussi l'unité entre travailleurs français et immigrés est-elle un facteur déterminant, décisif pour la lutte. Sans une telle unité, la grève n'aurait jamais démarré.

Elle est aussi un démenti cuisant aux propos souvent racistes selon lesquels «les étrangers sont des jaunes», ou «quand il y a des immigrés dans une entreprise, il n'est pas possible d'y mener des luttes» !

Déterminés à mener leur lutte jusqu'à la victoire, les ouvriers français et immigrés de Chausson sont entrés dans leur 53ème jour de grève. Au coude à coude, ils harcèlent les CRS et ripostent à leurs agressions.

C'est ainsi que jeudi après-midi, une centaine de travailleurs sont allés accompagner une délégation auprès du secrétariat d'État aux travailleurs immigrés. Elle venait protester contre la détention de trois travailleurs marocains arrêtés lundi lors de l'intrusion des CRS à l'intérieur du foyer Sonacotra qui fait face à l'usine, intrusion en force dont témoigne encore un trou fait à coups de crosse dans la porte de la salle de télévision du foyer.

Soutenons-les !

Exigeons que les travailleurs emprisonnés soient libérés !

CHAUSSON - BAS-MEUDON

Jeudi soir les travailleurs de Chausson (Bas-Meudon) soutenus par de nombreux autres travailleurs ont manifesté sur les mots d'ordre Chausson doit payer ; Flics hors des usines ; Libérez nos camarades emprisonnés ; Travailleurs Français-immigrés même patron,

même combat. La manifestation avait été appelée notamment par les Unions locales des syndicats. Les marxistes-léninistes d'Issy-les-Moulineaux venus soutenir les travailleurs, en diffusant un tract dénonçant la collusion des CRS et des sociaux-fascistes à Gennevilliers ont été attaqués par une poignée de nervis sociaux-fascistes arborant une banderole du P.C.F., celui-ci n'ayant même pas été invité. Ceux-là même qui se disent les grands défenseurs des libertés ont vainement tenté d'empêcher nos camarades de diffuser. Les travailleurs s'y sont opposés et en particulier des membres de la CFDT. Vers la fin de la manifestation nouvelle tentative, nouvel échec. Allant dans le même sens ils ont essayé d'empêcher un ouvrier représentant le comité de grève de Chausson-Gennevilliers de prendre la parole pour expliquer ce qui s'était réellement passé ces derniers jours. Devant la vive réaction de l'ensemble des travailleurs les bonzes révisionnistes s'enfuirent piteusement et le camarade prit la parole.